



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

## sommaire

page 4 :

LA LIBERTE POLITIQUE EST A  
CONQUERIR !

page 6 :

CEUX DU 34, RUE DE L'EGA-  
LITE MENACES !

page 7 :

A PROPOS D'UN ARTICLE DE  
"REVOLUTION AFRIQUE" SUR  
L'UNITE

page 9 :

OUVRIERS, MEME CLASSE,  
MEMES DROITS !

page 10 :

GREVE DES O.S. DE CHEZ  
RENAULT

page 12 :

LES JEUNES EN LUTTE CON-  
TRE L'ARMEE DES BOURGEOIS

**prix: 1 Franc**

N° : 3 - 15 avril 1973

CE N'EST PAS LA NATURE,  
C'EST LA SOCIÉTÉ  
CAPITALISTE QUI EST  
RESPONSABLE DE LA  
FAMINE !

Cette année encore, il n'y a pratiquement pas eu de pluie en Afrique occidentale. La sécheresse qui dure depuis cinq ans déjà s'est encore aggravée. Tous les travailleurs le savent parce que toutes les lettres venues du pays sont pleines de détresse, de crainte pour l'avenir : la famine commence à menacer gravement la population, surtout les paysans pauvres des campagnes. Il est pratiquement impossible de trouver du riz ou du mil dans les régions de Selibaby, de Kiffa, de Kaïdi ou de Magama en Mauritanie. La situation est semblable dans une grande partie du Mali. Au Diafano, dans la région de Kayes, au Gudimaka, au Kaniaga, dans la région de Yelimane, il est impossible même d'acheter de la nourriture. Il faut aller à Bamako pour en trouver. Nombre de paysans font le trajet pour échapper à la famine. Encore faut-il qu'ils aient de l'argent. Les lettres envoyées par les familles sont pleines de demandes pressantes : pour la plupart des familles paysannes, le maigre salaire que nous gagnons ici représente le dernier espoir.

La sécheresse est un malheur de la nature, nous disent certains ; il faut s'y résigner et espérer.

Mais réfléchissons-y. Comment se fait-il d'abord que les conséquences malheureuses de cette catastrophe de la nature frappent les uns et épargnent les autres ?

Il en est qui, non seulement ne sont pas gênés par la sécheresse mais y trouvent une occasion de s'enrichir. Le petit paysan qui a épuisé ses réserves de mil peut en trouver chez certains dioulas. S'il a de l'argent. Il peut alors racheter tout simplement le mil qu'il avait lui-même produit et qu'il avait été obligé de vendre au moment de la récolte, pour payer ses impôts par exemple ou pour régler ses dettes. Mais il devra racheter son propre mil à un prix combien de fois plus élevé que le prix auquel il l'avait vendu ? Combien de dioulas s'enrichissent en ce moment grâce au malheur des paysans pauvres ?

De même, le paysan de la région de Kayes qui fait le voyage de Bamako pour trouver un peu de nourriture très chèrement payée peut justement se poser la question : comment se fait-il qu'on trouve du riz et du mil dans les grands magasins gouvernementaux de la capitale alors qu'il n'y en a plus dans les campagnes où on les produit ? Serait-ce que le Comité militaire fait pousser du mil dans les cours des casernes de gendarmes ?

Malgré la sécheresse, le paysan malien est obligé de payer ses impôts. Ce qui revient à dire que, même si sa récolte est insuffisante pour sa consommation, il doit en abandonner une partie au profit du gouvernement. Alors, il y a des grains dans les magasins gouvernementaux. Il y en a aussi chez les grands commerçants. Mais il n'y en a pas pour le paysan. Sauf si un des fils de la famille se fait exploiter en France et peut envoyer un peu d'argent.

Mais, finalement, tous ces gens-là, les dioulas, les voleurs officiels du gouvernement qui profitent du malheur des pauvres des campagnes, ne sont que des petits voleurs.

Les grands voleurs sont ailleurs. Ce sont les grands groupes capitalistes français, américains, italiens, allemands, japonais, etc., tels que ceux qui contrôlent la MIFERMA, la SOMIMA, ou autres SOMIREMA. Des groupes qui réalisent des bénéfices fabuleux grâce à l'exploitation des ouvriers de Zouérate ou d'Akjoujt. Ces bénéfices représentent des sommes telles qu'elles suffiraient à parer au plus pressé, à assurer le minimum vital à toutes les classes travailleuses, même en cas de sécheresse. Elles suffiraient à assurer une certaine modernisation de l'agriculture, des grands travaux hydroliques assurant l'irrigation même lorsque la pluie est insuffisante. Mais peu importe pour ces groupes capitalistes la misère de la grande masse des pauvres, peu leur importe la sécheresse : ce qui leur importe, c'est le profit qu'ils réalisent et qu'ils rappatrient.

Les grands voleurs, ce sont encore les grands groupes capitalistes de l'alimentation — Lesieur par exemple — qui bénéficient de l'orientation croissante de l'agriculture vers les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. La production du mil ou du riz recule au profit de l'arachide par exemple, ce qui fait que la récolte suffit de moins en moins et il suffit d'une période de sécheresse pour aboutir à la famine.

Les véritables responsables de la famine ne sont ni le soleil trop brûlant, ni la pluie insuffisante. La nature est ce qu'elle est ; grâce à la technique, grâce aux multiples inventions, les hommes ont aujourd'hui les moyens de résister victorieusement aux fléaux naturels. Encore faut-il que ces moyens soient utilisés au profit de tous, pas au profit de quelques groupes capitalistes. Combattre l'organisation capitaliste de la société, enlever à quelques privilégiés le contrôle des moyens dont dispose la société pour les mettre à la disposition de tous, voilà la seule façon d'aboutir à ce que les catastrophes de la nature ne coûtent pas si cher en souffrance ou même en vies à des millions de pauvres. C'est justement ce pourquoi luttent les travailleurs communistes révolutionnaires.

# LA LIBERTÉ POLITIQUE EST À CONQUÉRIR !

En Mauritanie comme au Sénégal, les dictatures en place interviennent de façon de plus en plus brutale pour réprimer et pour prévenir toute manifestation d'opposition.

Nous avons déjà fait état du procès qui se prépare en Mauritanie. Les inculpés risquent la peine de mort pour avoir édité et diffusé des tracts hostiles à la dictature, mais aussi pour s'être opposés à l'intégration de l'Union des Travailleurs Mauritaniens au PPM, le parti unique du gouvernement.

C'est là une des manifestations les plus connues de la répression. Mais cette répression est bien plus large. Des centaines de personnes croupissent dans les prisons. D'autres sont déportées sans même un semblant de procès à Bassikounou, Oualata, Boumdeid ou Tamchakett.

La répression sévit dans presque toutes les catégories de la population. Pour mettre fin à l'agitation des étudiants, un grand nombre d'entre eux sont incorporés de force à l'armée, envoyés pour "redressement" dans des camps de concentration ou, dans le meilleur des cas, exclus de l'université. Des travailleurs sont licenciés pour des raisons politiques, arrêtés et, pour certains, torturés. Des manifestations de pauvres réclamant de l'eau et des graines ont été sauvagement réprimées.

Au Sénégal, c'est le même tableau. Senghor vient de faire arrêter trois dirigeants du syndicat des enseignants et de dissoudre leur syndicat. Ce syndicat était le seul à montrer quelque indépendance à l'égard du pouvoir.

Si les régimes de la Mauritanie, du Sénégal se signalent particulièrement en ce moment, ceux du Mali ou de la Guinée ne valent pas mieux, pas plus que les autres dictatures qui, du Nord au Sud, oppriment les travailleurs et les paysans pauvres d'Afrique.

Au-delà des mesures de répression particulières, toutes les catégories du peuple souffrent d'une oppression incessante, elles souffrent toutes de l'asservissement aux fonctionnaires et à la police. Il n'y a que les profiteurs et les valets du régime qui ne revendiquent pas les libertés politiques : la liberté d'expression, la liberté de discuter des affaires publiques, la liberté d'organisation.

Mais c'est aux ouvriers, aux paysans pauvres que la liberté politique est le plus nécessaire. Les riches, les privilégiés par la fortune, par la naissance ou par l'éducation peuvent toujours trouver des accommodements. Ils ont plus de moyens de se soustraire à l'arbitraire quotidien de l'administration, à l'arrogance des forces de répression. On sait que les policiers prennent bien plus de gants avec eux qu'avec les ouvriers ou les paysans pauvres.

Même lorsque la répression frappe sévèrement des personnalités de la petite-bourgeoisie libérale, des cadres, des ingénieurs, des médecins, des gref-fiers, comme en ce moment, ceux-ci ont au moins la possibilité de se faire en-

tendre, de mobiliser en leur faveur l'opinion publique internationale, de faire en sorte que leur arrestation ne passe pas inaperçue. Et c'est une bonne chose.

Mais qui parle du petit paysan victime des sévices des goumiers ? Qui parle de l'ouvrier du rang arrêté et torturé ? (Au bout de combien de temps a-t-on parlé des ouvriers assassinés à Zouérate en mai 1968 ?)

Conquérir la liberté politique, mettre fin à la dictature, à l'oppression est vital pour les travailleurs et les paysans pauvres. Les travailleurs ont besoin, plus que quiconque d'autre, du droit de s'organiser, de la liberté de s'exprimer pour défendre leurs intérêts.

Mais, pour s'organiser, les travailleurs ne peuvent pas attendre que le droit légal de le faire leur soit reconnu. C'est exactement le contraire. Plus vite les travailleurs se donnent une organisation qui défend leurs intérêts, proches comme lointains, là-bas dans le pays comme ici dans l'émigration, plus vite ils seront à même d'engager le combat pour leur émancipation.

Les travailleurs ont besoin d'une organisation qui soit la leur, sous leur direction, car ils ont des intérêts propres à défendre, des intérêts que personne d'autre ne défendra à leur place. Mais cette organisation mettra en tête de ses objectifs la lutte pour la liberté politique.

Et, dans ce combat, les travailleurs peuvent entraîner derrière eux des membres d'autres classes sociales victimes de l'oppression politique. Les paysans pauvres, bien sûr, principales victimes de l'oppression aux côtés des ouvriers, livrés aux exactions des goumiers. Mais aussi ils peuvent entraîner derrière eux bien des étudiants, bien des intellectuels parmi ceux qui sont sincèrement désireux de combattre l'oppression.

Les travailleurs de Zouérate, d'Akjoujt, de Nouadhibou, comme ceux de Dakar, du Cap-Vert, représentent une très grande force capable de renverser les régimes pourris au service des impérialistes et des privilégiés africains. A condition justement de prendre conscience de leur force, de leurs intérêts propres, et de s'organiser sous leur propre drapeau et avec leur propre programme.

Nous pouvons, nous devons le commencer dès ici, dans l'émigration. Une partie importante des travailleurs de la Mauritanie, du Mali ou du Sénégal vivent ici, travaillent ici et se font exploiter ici. Qu'une fraction seulement de ces travailleurs apprenne ici à s'organiser, à se former aux idées communistes révolutionnaires ; qu'ils soient convaincus que la libération des masses d'Afrique de l'oppression et de la misère ne pourra se faire qu'au travers du combat des travailleurs pour leur propre émancipation et tout sera alors changé en Afrique occidentale.

Car alors, demain, en rentrant en Afrique, ces centaines de travailleurs conscients rejoindront leurs camarades à Dakar, à Zouérate pour participer à leurs luttes, pour les aider à s'organiser. D'autres centaines, en rentrant dans les campagnes les plus reculées, sauront persuader les leurs, les petits paysans durement frappés par la misère, que leurs véritables alliés dans le combat pour leur libération sont les ouvriers des villes.

Certains nous disent : nous sommes ici des étrangers, nous n'avons pas à nous organiser ici, nous le ferons en Afrique. Ceux-là, nous pouvons en être sûrs, ne feront rien de plus en rentrant qu'ils ne font ici.

La lutte contre la dictature d'Ould Daddah, Senghor ou autres Traouré et pour la liberté politique doit dépasser les cercles d'intellectuels. C'est aux travailleurs d'en prendre la tête.

Pour le faire, ils ont besoin d'une organisation communiste révolutionnaire. La construction d'un tel parti est vitale pour les travailleurs ; elle ne peut et ne doit pas attendre.

oOo

FOYERS :

# CEUX DU 34, RUE DE L'ÉGALITÉ MENACÉS !

Par suite de la décision du tribunal de Bobigny, quatorze locataires du foyer du 34, rue de l'Egalité, à Bagnolet, sont menacés d'expulsion immédiate. D'autres locataires du même foyer sont également assignés devant le tribunal. Pourquoi cette condamnation et ces menaces ?

Parce que les locataires de la rue de l'Egalité sont en grève depuis décembre. Cette grève est une riposte des locataires à la tentative de la direction de faire passer le loyer de 70,50 à 76,50 F. Les locataires refusent de payer cette augmentation tant que leurs revendications, déposées depuis deux ans, ne sont pas satisfaites.

Ces revendications sont :

- chauffage correct dans les chambres ;
- installation de l'eau chaude dans le foyer et douches ;
- changement des draps tous les quinze jours ;
- carrelage sur le sol pour faciliter le nettoyage.

Pendant deux ans, le gérant répondait par le refus à ces revendications. Pourtant, ce n'est pas l'argent qui devait manquer à la direction. Les locataires sont entassés sur des lits superposés de 4 à 10 par chambre. Pour certaines de ces chambres, le gérant encaissait donc plus de 700 F, alors qu'il s'agit de pièces délabrées d'une ancienne usine désaffectée. Aux conditions d'habitation inadmissibles (4 w-c pour 52 personnes, une seule douche à jets, 4 lavabos en tout qui doivent servir en même temps d'éviers) s'ajoute le racisme du gérant. Ce dernier a, encore récemment, menacé d'un couteau un locataire qui réclamait un drap, déjà payé pourtant.

Une fois de plus, les marchands de sommeil qui nous imposent des conditions de vie indignes reçoivent le soutien du tribunal. Demain, ils recevront peut-être le soutien de la police pour faire exécuter les menaces d'expulsion. Face à nous, patrons, marchands de sommeil, tous les parasites qui vivent de notre exploitation, tribunaux, police forment un seul bloc et se soutiennent. Il faut que les travailleurs se soutiennent aussi face à leurs ennemis communs. Nous sommes tous aux côtés de nos camarades de la rue de l'Egalité pour lutter contre les menaces d'expulsion et pour la satisfaction de leurs revendications.

# A PROPOS D'UN ARTICLE DE "RÉVOLUTION AFRIQUE" SUR L'UNITÉ

Le dernier numéro de "Révolution Afrique", organe du groupe du même nom, lance un appel "à la constitution d'un Comité de coordination contre la répression". Il lance même un appel nominal en direction de notre tendance sur cette question.

Nous ne sommes pas hostiles à la création d'un tel Comité de coordination, bien au contraire. Encore faut-il préciser ce que nous entendons les uns et les autres sous cette dénomination. L'article de "Révolution Afrique" n'est pas très clair sur cette question. Tantôt il semble qu'il y soit question d'un regroupement d'"activistes", de militants politiques au sein d'un "Comité contre la répression" qui agirait en leurs nom et place. Tantôt il semble qu'il y soit question d'un Comité regroupant les délégués des différents foyers.

S'il s'agit d'un Comité de coordination représentatif des travailleurs des différents foyers, nous en sommes pleinement partisans. Au cours des mois passés, les travailleurs ont dû lutter dans un grand nombre de foyers, soit pour empêcher des augmentations de loyer arbitraires, soit pour améliorer les conditions de vie et d'habitation, soit pour s'opposer aux sévices de gérants racistes, soit encore pour se défendre contre des agressions policières. Chaque foyer en lutte a généralement bénéficié de la sympathie et même parfois de la solidarité active des habitants d'autres foyers. Il serait utile et même indispensable que les locataires des foyers organisent cette solidarité, qu'ils se donnent un Comité de coordination représentatif qui soit entièrement sous leur contrôle. Se donner un Comité de coordination des foyers qui pourrait coordonner la lutte qui, à l'heure actuelle, se mène foyer par foyer augmenterait considérablement l'efficacité de la lutte.

Encore faut-il, répétons-le, que ce Comité de coordination soit représentatif des travailleurs qui vivent dans les foyers, qu'il soit composé de délégués démocratiquement élus par les assemblées générales de chaque foyer, que ces délégués soient révocables à chaque instant, qu'ils soient sous le contrôle réel et effectif des locataires comme le sont en général les Comités de grève des foyers qui sont en grève des loyers.

En dehors des revendications particulières de tel foyer ou de tel autre, il existe un certain nombre de revendications qui les concernent tous, parmi lesquelles :

- la liberté d'expression, de discussion, de lecture, de réunion dans chaque foyer ;
- la liberté de visite et de circulation ;
- la mise à la disposition des locataires d'un local dont ils pourraient se servir pour des activités culturelles, éducatives et politiques ;
- le refus de la chasse aux clandestins ;
- l'élimination de toutes les formes de racisme ;
- l'amélioration des conditions d'hygiène et d'habitation ;
- le contrôle des locataires sur toutes les décisions qui les concernent.

Un Comité de coordination représentatif et démocratique pourrait élaborer et soumettre à la décision des locataires des foyers un ensemble de revendications qui les concerne tous. Il pourrait coordonner les efforts pour les imposer. Nous sommes pleinement d'accord pour militer afin que naisse une telle coordination.

Maintenant, l'unité d'action entre groupes politiques est une tout autre chose. Une telle unité peut être indispensable sur telle ou telle question précise, et nous sommes toujours prêts à en discuter cas par cas. Mais si l'unité consiste à se fondre dans un comité à la fois anonyme et incontrôlé des travailleurs, au sein duquel les tendances politiques perdraient leur identité et cesseraient de défendre publiquement leur programme propre, ce serait quelque chose de nuisible.

Les différents courants existant à l'heure actuelle parmi les travailleurs, même lorsqu'ils sont faibles, représentent des politiques tout à fait différentes et souvent opposées. Pour notre part, nous représentons un courant qui milite pour l'organisation indépendante des travailleurs et pour la construction d'un parti communiste révolutionnaire en Afrique. Notre politique s'oppose fondamentalement à celle des nationalistes de toutes sortes qui veulent mettre les travailleurs à la remorque des petits-bourgeois, finalement au service d'une politique bourgeoise nationaliste. Si nous sommes toujours prêts à coordonner nos efforts avec quiconque lutte pour des revendications qui intéressent les travailleurs, il n'est pas question pour nous d'abandonner notre programme propre et de nous fondre dans un vaste ensemble diffus.

Voilà notre position sur les questions soulevées par Révolution Africaine. Il leur appartient de préciser leurs positions.



# A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET : OUVRIERS, MÊME CLASSE, MÊMES DROITS !

Bien que la circulaire Fontanet ne concerne pas directement les travailleurs africains, nombre d'entre eux ont participé à la manifestation organisée à Paris contre cette circulaire infâme. À juste titre.

D'abord par solidarité à l'égard des travailleurs tunisiens, marocains, portugais, yougoslaves ou autres, que la circulaire Fontanet met un peu plus encore à la merci des patrons et de la police. Mais, de plus, la circulaire Fontanet va contre l'intérêt des travailleurs, même de ceux qu'elle ne frappe pas directement. Elle introduit une division supplémentaire parmi les travailleurs. On sait déjà comment les patrons essaient d'aiguiser les oppositions entre travailleurs français et travailleurs émigrés. On sait aussi comment aussi bien les patrons que les marchands de sommeil cherchent à jouer sur les oppositions nationales pour dresser telle catégorie de travailleurs émigrés contre telle autre. La circulaire Fontanet va dans le sens de la division. Elle impose un statut légal particulier à une partie des travailleurs émigrés.

Déjà actuellement, même entre travailleurs émigrés, tous n'ont pas les mêmes droits ni les mêmes garanties. Certains n'ont pas besoin d'une carte de travail. D'autres en ont besoin. D'autres encore, avec la circulaire Fontanet, n'y auront droit qu'à certaines conditions et au bout d'un certain temps. Pour ce qui est du statut juridique, c'est la même disparité volontairement entretenue. Quant aux droits syndicaux, c'est pareil : certains travailleurs émigrés peuvent être délégués, d'autres non, etc.

Tout cela sert les intérêts des patrons. Face à cela, une seule revendication fondamentale est juste : il n'y a qu'une seule classe ouvrière, il faut que tous ses membres aient les mêmes droits politiques, juridiques et syndicaux. Si les grandes organisations politiques et syndicales qui, en France, prétendent défendre les intérêts des travailleurs le faisaient réellement, elles devraient inscrire la revendication de l'égalité complète des droits de tous les travailleurs parmi leurs tous premiers objectifs.

Mais, de toute façon, nous ne devons pas laisser la division s'installer un peu plus. C'est notre intérêt à tous qu'aucune fraction de la classe ouvrière n'ait à souffrir d'un statut inférieur à part.

La revendication de l'abrogation immédiate de la circulaire Fontanet doit trouver l'adhésion de tous les travailleurs.

# GRÈVE DES O.S. CHEZ RENAULT

Quatre cents O.S. de chez Renault en grève illimitée ont tenu pendant plusieurs semaines contre toutes les pressions et menaces de la direction et malgré les tentatives des directions syndicales, de la CGT notamment, de les inciter à reprendre le travail. Ils réclamaient la qualification P 1 F (P 1 fabrication) qui, sans être tout à fait celle des "professionnels", leur permet d'échapper à la classification d'O.S.

Ils demandaient le paiement intégral de la prime due aux conditions spéciales de travail aux Presses et le paiement des heures de grève.

Il ne s'agissait pas seulement d'une question d'argent mais aussi de ne plus accepter d'être considérés comme de simples appendices des machines, comme sont considérés les O.S.

La grève des O.S. de chez Renault est pleine d'enseignements pour tous les travailleurs. Le premier est que ces O.S., bien peu en nombre pourtant, ont réussi à faire connaître leurs conditions d'existence et leurs revendications devant l'ensemble du pays ; ils ont réussi à sensibiliser une partie de l'opinion publique, à inquiéter l'autre partie. Pourtant, des O.S., il en est des millions, et pas seulement depuis hier. Mais on n'en tient compte que lorsqu'ils réussissent à surmonter toutes les pressions, de leurs ennemis patronaux directs comme de leurs faux amis des directions syndicales, et s'engagent avec détermination dans la lutte. Comme quoi, même quelques centaines de travailleurs, quand ils choisissent de lutter avec leurs propres armes, représentent une force considérable. Ils sont capables de bloquer le fonctionnement d'une des principales machines industrielles du pays : Renault.

Mais, pour nous, travailleurs originaires du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal ou d'autres pays d'Afrique, la lutte des O.S. a aussi une autre signification. La condition d'O.S., nous la connaissons bien. Elle est la nôtre, comme est la nôtre la condition de manoeuvre. Nous connaissons les travaux salissants, monotones, abrutissants. C'est même la seule chose que la civilisation capitaliste nous offre lorsque nous arrivons, parfois des campagnes éloignées d'Afrique. Des travaux épuisants, mal payés, les cadences, les chefs souvent racistes dans la journée. L'entassement dans des foyers sans hygiène et dangereux pour la santé la nuit. Et l'exploitation toujours.

Mais, en même temps que nous apprenons à connaître le visage hideux du capitalisme dans un de ses bastions, dans le pays impérialiste qu'est la France, nous apprenons aussi autre chose. Nous apprenons que nous faisons partie de la grande armée des prolétaires. Nous apprenons à lutter aux côtés de nos camarades travailleurs d'autres nationalités, portugais, marocains, algériens, espagnols, yougoslaves, français et de bien d'autres nationalités. Nous apprenons que nous avons les mêmes intérêts. Nous apprenons à connaître notre force quand nous sommes tous unis dans la lutte. Nous apprenons que nous sommes capables de faire reculer les patrons, si puissants soient-ils.

Les quatre cents O.S. de chez Renault étaient pour la plupart des travailleurs émigrés comme nous tous. Sans bénéficier d'aucuns droits légaux, d'aucune protection, ces quatre cents ont su résister à leur patron. Ils ont su se faire respecter.

Même en retournant dans nos pays d'origine nous nous souviendrons que les travailleurs d'Afrique ne sont pas seuls. A Paris comme dans toutes les villes industrielles du monde, nous avons des camarades, prolétaires comme nous, exploités par le même capitalisme, engagés dans les mêmes luttes pour faire respecter leurs conditions d'existence et leur dignité.

Et, en engageant la lutte pour notre libération là-bas, nous saurons que nous avons des alliés naturels dans tous les pays impérialistes du monde.

oOo

EN FRANCE :

# LES JEUNES EN LUTTE CONTRE L'ARMÉE DES BOURGEOIS

Depuis plus d'un mois, la jeunesse des lycées et la jeunesse des Collèges d'Enseignement Technique (C.E.T.), où l'on forme les futurs ouvriers professionnels, sont en agitation en France. Les travailleurs africains ont eu quelquefois l'occasion de rencontrer les cortèges d'une des manifestations que les jeunes ont organisées, ou de passer devant des lycées et collèges où une banderole proclamait que l'établissement était en grève.

A l'origine de cette agitation, il y avait une loi de l'ex-ministre des Armées, Debré, qui supprimait le sursis, c'est-à-dire le droit accordé à ceux qui font des études de partir au service militaire obligatoire plus tard que les autres jeunes, seulement lorsqu'ils ont terminé leurs études.

Les lycéens se sont donc mis en lutte pour conserver un avantage particulier qu'ils avaient. Leur lutte a cependant trouvé des sympathies, en premier lieu parmi les futurs travailleurs que sont les élèves de CET qui, pourtant, ne bénéficiaient pas auparavant des avantages accordés aux lycéens.

C'est que les lycéens s'en prenaient à l'armée et au service militaire en général. Et la répugnance de la jeunesse estudiantine pour le service militaire est largement partagée par la jeunesse travailleuse. Et c'est bien naturel. L'armée est un moyen de répression, pas seulement contre ceux qu'elle est destinée à combattre, mais aussi contre ceux qui sont dans ses rangs. Si tous les jeunes en France sont obligés de passer un an dans les casernes, ce n'est pas tant pour qu'on leur apprenne comment se servir des armes, mais c'est surtout pour leur apprendre la discipline et l'obéissance et pour briser les plus révoltés. C'est d'ailleurs partout pareil ; nous savons en particulier qu'un des moyens utilisés par le régime de Ould Daddah pour réprimer l'agitation des étudiants, c'est d'enrôler à l'armée les membres les plus actifs du mouvement.

Pour faire entendre leur revendication, les lycéens ont dû rester en grève pendant un mois et organiser de puissantes manifestations. C'est parce qu'ils l'ont fait que les grandes organisations de gauche ont fini par les soutenir, très tardivement d'ailleurs. Et leur détermination a été payante : le gouvernement commence à déclarer qu'il réexaminera la loi combattue par les lycéens. Le sursis sera rétabli sous une forme ou sous une autre. La lutte paie et elle seule paie — voilà la première leçon du mouvement des lycéens.

Mais il est aussi une deuxième leçon. Les futurs travailleurs, aujourd'hui élèves des CET, ont soutenu dès le début les lycéens. Mais ils se sont aperçus très vite que, s'ils se contentaient de participer au mouvement des lycéens, s'ils se soumettaient à la direction que s'est donné le mouvement lycéen, ils n'avaient aucune chance de faire connaître leurs propres revendications et encore moins de les défendre efficacement. Or les élèves des CET ont beaucoup de revendications particulières. Sur le service militaire d'abord :

comme ils n'ont jamais eu le droit de partir plus tard au service militaire comme les étudiants et que, de toute façon, ils n'y avaient aucun intérêt particulier, la seule revendication qui pouvait les concerner était la suppression du service militaire. Mais même dans leur vie d'élève, les futurs travailleurs des CET avaient bien plus d'obligations et bien moins de droits que les lycéens : discipline très dure, conditions de travail et d'études très difficiles, aucune liberté.

L'opinion publique ne s'est rendu compte des revendications particulières des élèves des CET qu'à partir du moment où ceux-ci se sont organisés indépendamment des lycéens, où ils se sont donné une direction indépendante et où ils ont fait des manifestations indépendantes, notamment une manifestation centrale à Paris qui a regroupé près de quinze mille élèves de CET.

Mais, pour pouvoir le faire, que de difficultés à surmonter ! Pas seulement l'opposition ouverte de ceux qui voulaient briser la lutte des CET ; mais aussi l'opposition des faux amis qui proclamaient que les élèves de CET ne doivent pas s'organiser à part, pour ne pas diviser le mouvement. C'est l'éternelle objection qu'on nous opposera également à nous, travailleurs africains, comme on l'a toujours opposé aux travailleurs qui voulaient s'organiser indépendamment pour défendre leurs intérêts propres. C'est ce que disent les représentants d'autres classes sociales que la nôtre, les représentants des petits-bourgeois, des intellectuels, des étudiants : pour ne pas diviser le mouvement, n'avancez pas vos revendications, ne vous donnez pas de direction propre — acceptez les nôtres !

Les futurs travailleurs des CET ont compris qu'ils pouvaient très bien soutenir la lutte des lycéens tout en se donnant une organisation indépendante. Et c'est parce qu'ils se sont donné cette organisation indépendante qu'on parle aujourd'hui de leurs revendications. C'est une leçon importante qu'ils ont apprise pendant cette lutte. Mais c'est aussi une leçon qui peut être utile pour nous, travailleurs africains.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.